

«Ils sont en grande difficulté scolaire, mais il n’y a aucune fatalité»

Par [Marie Piquemal](#) — 26 novembre 2017 à 20:26

Auteur d’un important rapport en 2015, Jean-Paul Delahaye avance des solutions pour les élèves vivant dans une grande précarité.

- «Ils sont en grande difficulté scolaire, mais il n’y a aucune fatalité»

Jean-Paul Delahaye est une figure de référence au sein de l’Education nationale. Il a dirigé entre 2012 et 2014 l’administration centrale de l’éducation nationale (la Dgesco), une énorme machine. Ancien conseiller du ministre Vincent Peillon, il a publié en 2015 un rapport intitulé «Grande pauvreté et réussite scolaire».

Entre 2015 et aujourd’hui, rien ne semble avoir changé : toujours autant d’enfants sont en grande détresse...

Oui. Dans notre pays, sixième puissance économique au monde, 20 % des enfants vivent dans la pauvreté, et 10 % dans une très grande pauvreté. Il faut dire les choses, décrire cette réalité. J’ai mis des mots sur la pauvreté des enfants de ce pays. Cela a été une sorte de gifle pour toutes celles et ceux qui ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir. En France, des enfants sont sous-alimentés. Des cas de maigreur sont détectés par les médecins scolaires. Des enfants vivent dans des logements insalubres, mettant en péril leur santé. La pauvreté n’existe pas seulement dans les grandes villes, contrairement à ce que l’on pourrait penser. On la trouve aussi en zone rurale. C’est une pauvreté beaucoup moins connue, moins visible aussi, elle échappe souvent aux radars, mais avec des effets décuplés par l’isolement. Pour l’Education nationale, la question posée est : comment un élève peut-il entrer sereinement dans les apprentissages quand il vit dans des conditions si difficiles ?

Ces enfants sont-ils voués à l’échec scolaire ?

Ils sont massivement en grande difficulté scolaire, mais il n’y a aucune fatalité. Nous sommes l’un des pays de l’OCDE où le poids de l’origine sociale pèse le plus dans le destin scolaire. 90 % des enfants de cadres obtiennent le bac, contre 40 % des enfants d’ouvriers. Dans les Segpa [*sections d’enseignement général et professionnel adapté*], on trouve 84 % d’enfants issus de familles CSP défavorisées, et moins de 2 % d’enfants de cadres. Je le répète, ce n’est pas une fatalité. C’était tout l’enjeu de la loi de Refondation de l’école de 2013 : réduire ces inégalités, ce qui n’est pas incompatible avec l’existence d’une élite. Nous savons ce qu’il faut faire et nous le savons depuis longtemps.

Les mesures concrètes que vous recommandiez en 2015 ont-elles été prises ?

Certaines oui, mais il reste à faire. Premier levier : des mesures sociales. Un enfant enseveli par des problèmes à la maison ne peut pas se concentrer pour étudier. Savez-vous quel est le montant maximum des bourses pour les collégiens ? Au moment de l'écriture de mon rapport, c'était 360 euros... par an ! Soit 2 euros par journée de classe. Najat Vallaud-Belkacem [*l'ancienne ministre de l'Education, ndlr*] les a augmentées de 25 %, c'est une avancée, mais cela ne fait toujours que 450 euros par an. Autre mesure, qui paraît de bon sens : faire en sorte que toutes les familles aient accès à leurs droits. Pour reprendre l'exemple des bourses, il y a toute une frange des élèves qui n'en bénéficient pas, parce qu'ils n'en font pas la demande. Il faut simplifier les démarches, rallonger les délais. Sur ce point aussi, un travail a été fait sous le quinquennat précédent.

Sur le terrain, les enseignants racontent acheter eux-mêmes des vêtements chauds. Ils ont le sentiment que l'institution ne fait rien, les laisse gérer. Est-ce vrai ?

Les fonds sociaux sont faits pour ça. Au début des années 2000, Ségolène Royal a créé ces enveloppes, distribuées chaque année aux établissements scolaires pour permettre aux équipes de venir en aide aux enfants en difficulté. Ils sont libres de les utiliser comme il leur paraît le plus judicieux. A l'occasion de ce rapport, j'ai démasqué l'action de la droite. En 2002, les fonds sociaux représentaient 72 millions d'euros. En 2012, ils ne représentaient plus que 32 millions. Donc, au moment où la pauvreté progressait dans notre pays, les crédits sociaux ont servi de marge de réduction budgétaire. Qu'un ministre touche à une demi-heure de cours des terminales S, les JT de 20 heures s'affolent. En revanche, les coupes drastiques dans les fonds sociaux, qui s'en est ému ?

On a l'impression que beaucoup de situations tiennent quand même sur le dévouement des équipes. Il y a des trésors de solidarité, c'est vrai.

Les équipes pédagogiques et certaines collectivités locales font un travail exemplaire. Mais on ne peut pas compter éternellement sur l'engagement et le dévouement des acteurs de terrain. Il ne faut pas pousser trop loin. Je pense aussi que collectivement nous ne mesurons pas les dégâts causés chez les enfants par ces années de détresse et d'humiliation. Comment ces élèves qui n'ont pas les mêmes droits que les autres accepteront demain les mêmes devoirs ? C'est un péril pour notre pacte républicain.

[Marie Piquemal](#)